

[La dernière \(grosse\) boulette de l'économiste Patrick Artus](#)

Laura Raim, [regards.fr](#), 12 novembre 2013

Patrick Artus, grand prêtre de la rigueur économique n'est pas très regardant sur sa propre rigueur d'économiste. Certes très prolifique, le directeur de la recherche chez Natixis commet cependant quelques boulettes... Dans [un des « Flash Economie »](#) daté du 11 septembre dernier, l'économiste entreprend de démontrer l'idée fort originale selon laquelle la France doit urgemment réduire ses dépenses publiques. La preuve : les pays qui dépensent le moins s'en sortent mieux que les autres sur la période 1996-2013. De fait, on voit tout de suite dans le premier graphique que trois pays souffrent d'une croissance particulièrement faible : FR (la France), BG (la Belgique) et SW, qu'Artus considère être la Suède. Qu'ont en commun ces pays défailants ? Un niveau de dépenses publiques bien trop élevé bien sûr ! 57% du PIB pour la France, 54% pour la Belgique et 53% pour la Suède. Circulez, il n'y a rien à voir : la France doit se « réformer » une bonne fois pour toutes et rompre avec ses manies soviétiques afin de réduire sa dette.



Sauf que...« Sauf que le pays SW n'est pas la Suède, qui est noté SD sur le graphique, mais la Suisse, fait remarquer l'économiste Henri Sterdyniak. Or avec 2,6%, la Suède enregistre en fait la plus forte croissance des pays de l'échantillon, à égalité avec la Finlande. » De quoi mettre tout le raisonnement par terre, voire d'en inverser la conclusion : « Comme le poids des dépenses publiques dans le PIB est de 34% pour la Suisse, de 52% pour la Suède et de 57% pour la Finlande : ce sont des pays où le poids des dépenses publiques est très fort qui ont eu la croissance la plus forte. »

En réalité, il n'existe aucune corrélation statistique significative entre le poids des dépenses publiques dans le PIB et le taux de croissance annuel moyen. La relation entre les deux ratios varie selon la période retenue. Comme l'expliquent [Jean Gadrey et Mathias Reymond](#), « les dépenses publiques participent tout autant que les dépenses privées à l'activité économique, à travers la distribution de pouvoir d'achat et les commandes publiques. La principale différence entre investissements publics et privés ne réside pas dans le montant ou dans la croissance du PIB, mais dans son contenu plus ou moins riche en biens publics. »

On dira que c'est une simple erreur d'inattention, que le stagiaire a mal rentré les chiffres dans l'ordinateur. Après tout, avec quatre Flash par jour, il n'est guère surprenant qu'Artus n'ait pas le temps de vérifier l'exactitude de ses hypothèses. Le problème est bien là cependant. Car cet incident n'est pas isolé. Le même jour, [un autre « Flash économie »](#) comportait lui aussi une « erreur d'inattention » qui avait le même effet fâcheux de mettre par terre la thèse défendue, à savoir : « un niveau élevé du salaire minimum dégrade spécifiquement la situation des jeunes sur le marché du travail ». Une proposition conforme à la théorie néoclassique, pour laquelle le chômage découle nécessairement de niveaux de salaires trop élevés... Comme toujours, un beau graphique avec une pente ascendante illustre cette corrélation. A ceci près que les données utilisées sont erronées : en Australie, le pays marqué « AU » qui tire à lui tout seul la pente vers le haut, et permet donc d'établir le lien de cause à effet, le ratio taux de chômage des jeunes/taux de chômage total retenu par Artus est de 4,2. Or, [relève l'économiste Michel Husson](#), le ratio réel est de 2,1... Et voilà qui change tout. Car, les données corrigées, la statistique ne livre plus qu'un nuage de points informe d'où ne se dégage aucune tendance, à savoir aucune corrélation significative entre niveau de salaire minimum et chômage des jeunes.

Personne n'est à l'abri d'une coquille. Mais certaines « mauvaises manipulations » d'économistes sont lourdes de conséquences, notamment lorsqu'elles sous-tendent des thèses qui apportent une caution scientifique aux politiques d'austérité sociale et salariale que subissent actuellement les peuples européens. C'était le cas de l'article « [Croissance en période de dette](#) » publié en 2010 par Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff « démontrant » qu'une dette supérieure à 90 % du PIB freine la croissance. Le commissaire européen Olli Rehn, l'ancien directeur de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet ou encore le chancelier de l'Échiquier britannique George Osborne s'étaient empressés d'en faire grand cas, trop contents d'y voir la justification « scientifique » de leurs choix économiques... jusqu'à ce qu'un étudiant de l'Université du Massachussets refasse les calculs en avril dernier et partage ses trouvailles édifiantes : les économistes réputés de Harvard (et anciens cadres du FMI) avaient non seulement écarté du panel cinq pays qui contredisaient leur thèse (Australie, Autriche, Canada, Danemark et Belgique), mais le tableur Excel utilisé comme support de l'étude comportait une erreur de formule. Boulette tout à fait malencontreuse, notamment pour les millions de chômeurs qui sont les cobayes de ces expérimentations en vraie grandeur. Curieusement, aussi bien Patrick Artus que ses collègues américains semblent affligés d'un strabisme assez systématique puisqu'ils se trompent toujours dans le même sens — celui de l'austérité et de la régression salariale. Espérons seulement que les tombereaux d'articles produits jour après jour par notre économiste national aient pour destination principale les caves de Natixis et la « *critique rongeuse des souris* ».